

Bloc-notes

«Grand débat: comment baisser une dépense publique improductive». La chronique de Patrick Devedjian



Patrick Devedjian

23 janvier 2019 à 12h45

« Baisser la dépense publique pour diminuer les prélèvements obligatoires est le seul moyen d'améliorer le pouvoir d'achat des Français »



Le Président a lancé un grand débat national, en même temps qu'il encourageait à la rédaction de « cahiers de doléances », terme qui évoque la période révolutionnaire et rappelle un processus qui s'est mal terminé pour Louis XVI. Il y a là, une démarche qui promet l'élaboration d'un nouveau programme politique, mais évoque irrésistiblement l'ouverture d'une boîte de Pandore et fait craindre bien des incertitudes, dans ce qui tourne facilement au concours de démagogie.

Le Président avait déjà annoncé son propre projet, intitulé du « nouveau monde » rappelant également le XVIII^e siècle. Le Premier ministre avait, lui, lancé en octobre 2017, **une démarche concrétisée par un rapport CAP 22 de juin 2018** et proposant 22 propositions

pour améliorer la qualité du service public et maîtriser les dépenses publiques. Nous en sommes donc à l'élaboration d'un troisième programme en deux ans.

La révolte des Gilets jaunes, d'abord fiscale, intervient au moment où la France atteint le record mondial des prélèvements obligatoires. Il est bien tard pour demander dans la *Lettre adressée à tous les Français* : « **Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?** », **il faudrait commencer par ne pas en créer de nouveaux**. Or, le budget pour 2019, adopté au moment même des vœux du Président, crée de nouvelles taxes, comme la taxe sur les parkings, destinée à financer la dérive financière de la Société du Grand Paris et ses erreurs de gestion.

Je sais bien que l'automobile est une vache à lait fiscale mais justement, les Gilets jaunes protestaient **contre le coût des carburants** ! La sensibilité automobile joue un rôle important dans les événements. Elle est liée à la liberté individuelle, celle de se déplacer et de le faire confortablement, à tout âge et en toute situation. Elle est majeure dans le monde rural et il n'y a pas de sens à aligner la même limitation de vitesse dans toute la France à 80 km/h, sur les routes rectilignes et désertes des Landes et dans les faubourgs urbains encombrés.

Les transports urbains sont souvent défectueux et parfois peu sûrs, la pollution parisienne est d'abord due aux bus articulés, aux milliers d'autocars de touristes et aux poids lourds de livraisons. Le clivage entre vie urbaine et vie rurale est rarement perçu par la caste administrative parisienne.

Les gouvernements successifs ont écarté plus de 50 % de la population de l'impôt sur le revenu, pourtant facteur de lien civique et créant une limite naturelle à la dépense publique

Lisibilité démocratique. En outre, la population a fini par comprendre que c'était une démagogie et **une hypocrisie de réduire la fiscalité directe** pour le plus grand nombre et de se rattraper en multipliant la fiscalité indirecte pour tous. Les taxes diverses avoisinent un total de 360, la lisibilité démocratique et le principe du consentement à l'impôt ne s'y retrouvent pas.

Les gouvernements successifs ont écarté plus de **50 % de la population de l'impôt sur le revenu**, pourtant facteur de lien civique et créant une limite naturelle à la dépense publique. Le procédé nuit à la cohésion sociale en stigmatisant « les riches » que François Hollande situait à un revenu mensuel au-delà de 4 000 euros. La haine des riches fait la misère des pauvres.

Il est tout aussi contestable de **vouloir supprimer la taxe d'habitation**, qui est bien visible mais est acceptée et comprise par les assujettis car elle est la contrepartie de services locaux concrets et fait l'objet de nombreuses exonérations à caractère social. Sa suppression est d'ailleurs un casse-tête pour le gouvernement qui n'a toujours pas annoncé par quoi remplacer cette ressource indispensable des communes au moment où on se plaît à faire l'éloge des maires !

Pour réduire les impôts, il faut évidemment réduire la dépense publique, le Président demande donc : « **Faut-il supprimer certains services publics ?** ». Je ne crois pas que le Président ait donné la meilleure incitation à réduire la dépense publique en dépensant 10 milliards d'euros en 10 minutes de sa seule autorité, afin d'éteindre un incendie que, tout de même, sa politique a contribué à provoquer !

Là encore, il y a loin de la parole aux actes : en 2018, le déficit budgétaire a atteint 76 milliards d'euros, c'est non seulement 8 milliards de déficit de plus qu'en 2017, mais c'est un déficit budgétaire de 31 % par rapport à un budget initial de 242 milliards d'euros. Quand au budget pour 2019, il prévoit d'ores et déjà une augmentation de la dépense publique de 0,9 %.

Doublons administratifs. Or, il n'y a nul besoin de supprimer des services publics utiles pour faire des économies de gestion. Il faut déjà supprimer les doublons administratifs innombrables. Ainsi, **par exemple, il y a 15 étages administratifs pour s'occuper du logement et de l'urbanisme**, et faire de la région parisienne le territoire le plus dense de toute l'Europe, avec les conséquences politiques et sociales que nous connaissons. En voici la liste, sans doute incomplète, en Ile-de-France : le ministère du Logement, l'ANRU, l'ANAH, Action Logement, la Préfecture de Région, la Préfecture de Département, la Commune, le Département, l'Intercommunalité, la Région, les Offices d'HLM, la Métropole, la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Etablissement Public Foncier Ile-de-France, Grand Paris Aménagement... et je ne compte pas les innombrables comités et

commissions de concertation et de planification qui pompent des milliers d'heures de travail. En France, les procédures sont plus longues que les travaux.

Dans les Hauts-de-Seine, les berges de la Seine sont administrées et réglementées pour la rive droite par HAROPA (Port de Paris) et pour la rive gauche par Voies Navigables de France, mais tous les travaux d'aménagements sont réalisés et financés par le Département des Hauts-de-Seine.

Le pouvoir administratif est très stable et ne change guère, le pouvoir politique est submergé par la concentration de ses pouvoirs et tétanisé par la fragilité qui en résulte

L'Inspection générale des finances a condamné depuis longtemps les centaines d'agences d'Etat, créées au rythme d'une par mois, qui sont des démembrements des ministères et de véritables sinécures administratives, peu contrôlées, et aux dépenses exorbitantes.

Baisser la dépense publique pour diminuer les prélèvements obligatoires est le seul moyen d'améliorer le pouvoir d'achat des Français. En outre, il y a de plus en plus de dépenses de fonctionnement public et de moins en moins d'investissement public, or c'est l'investissement seul qui permet de lutter contre le chômage.

Tous ces excès, cette gabegie de la dépense, cette inconséquence des décisions prises par un échelon administratif qui ne rend pas de compte à la population, tout cela est connu et fait l'objet de rapports circonstanciés, mais demeure sans suite. Le pouvoir administratif est très stable et ne change guère, le pouvoir politique est submergé par la concentration de ses pouvoirs et tétanisé par la fragilité qui en résulte. Les ministres ne restent pas assez longtemps au même poste pour pouvoir agir en profondeur. Il est grand temps d'entreprendre la révision de nos institutions et d'améliorer la gouvernance publique. Au-delà de cette crise, c'est l'avenir de notre pays qui est en cause.

- **Grand débat national**
- **fiscalité**

- dépenses